

ACTUALITE

Iran : déconstruction et reconstruction

Depuis l'élection du président Hassan Rohani, la formation de son gouvernement et le retour à la tête du ministère du Pétrole de M. Bijan Namdar Zanganeh, on note dans le secteur énergétique des déclarations, des intentions et des orientations fort différentes de celles auxquelles nous étions habitués depuis plusieurs années et cette section de Pétrole et Gaz Arabes (PGA) s'en est fait l'écho au cours des dernières semaines. Bien qu'il soit évidemment beaucoup trop tôt pour faire un bilan des évolutions intervenues dans ce domaine, il semble que M. Zanganeh et, de façon plus générale, les dirigeants du secteur pétrolier et gazier estiment disposer d'une certaine liberté de manœuvre et que, pas à pas, ils entendent utiliser celle-ci. Parmi les mots clés du ministre reviennent en boucle "sagesse et prudence", ce qui est en soi quasiment un programme ministériel et qui marque une franche opposition par rapport au passé récent puisque cela implique clairement que le ou les gouvernements précédents n'ont pas fait preuve de ces vertus. Vertus peu révolutionnaires au demeurant, révolution rimant mal sur le fond avec modération.

Pour ceux qui n'auraient pas encore compris le message, M. Zanganeh a franchi le Rubicon en déclarant il y a quelques jours que l'administration précédente avait introduit des changements dans l'industrie iranienne des hydrocarbures de façon inacceptable. Et, pour ceux qui seraient réellement très durs d'oreille, le ministre adjoint du Pétrole chargé de la planification et de la supervision des ressources en hydrocarbures, M. Mansour Moazzami, a expliqué que l'ancienne administration avait elle-même créé les problèmes auxquels fait face l'Iran aujourd'hui en considérant que les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU étaient sans valeur et pour avoir fait d'autres remarques fort peu constructives. L'industrie iranienne des hydrocarbures traverse une phase difficile et, pour en sortir, il faut mettre l'accent sur la coopération et l'interaction de tous ceux qui sont impliqués dans ce secteur clé, a-t-il ajouté.

Cela dit, les bonnes paroles et les bonnes intentions ne sont pas suffisantes. Mais, au cours des dernières semaines, on commence à voir se dessiner, à travers une déclinaison plus concrète de ces affirmations parfois très surprenantes par leur caractère direct, les éléments de la future politique iranienne dans le secteur énergétique. Ces éléments ne sont pas forcément encore complets et ils sont souvent loin de l'étape de la réalisation mais leur conjonction est digne d'intérêt. Pour sa part, le PGA a relevé les aspects suivants :

Un diagnostic plus sincère

Face à la langue de bois maniée quasiment sans faille au cours des dernières années, le ministre du Pétrole et son équipe n'hésitent pas à reconnaître les faiblesses et les insuffisances qui affectent leur domaine d'activité. M. Zanganeh a ainsi précisé que le développement du champ supergéant de gaz et de condensats de South Pars était en retard. Ce n'est bien sûr pas un scoop mais encore fallait-il oser le dire, non pas entre quatre murs mais de façon publique. De telles déclarations sont d'ailleurs reprises par les agences de presse officielles de l'Iran et diffusées dans le pays et dans le monde entier. Autre exemple, le ministre a indiqué que l'Iran continuait à importer de l'essence, à hauteur de 2 à 4 millions de litres par jour dans les dernières années. Il a également souligné que certaines firmes nationales, la National Iranian Gas Company (NIGC) et la National Iranian Oil Refining and

Distribution Company (NIORDC), n'arrivaient pas à financer leurs projets en raison des sommes qu'elles devaient verser en cash pour compenser la suppression des subventions.

Une volonté d'ouverture et de plus grande participation

L'administration précédente n'avait pas confiance dans ses propres ressources humaines, a affirmé M. Zanganeh, pour qui il s'agit clairement d'une priorité. Je veux créer assez d'espace pour inciter des vétérans de l'industrie des hydrocarbures – dont beaucoup travaillent à l'étranger – à faire bénéficier l'Iran de leurs compétences, a indiqué le ministre. De son côté, M. Moazzami a lancé un appel au personnel du ministère du Pétrole pour les inciter à faire des suggestions constructives qui bénéficieront au secteur énergétique.

Un pas vers plus d'autonomie pour les compagnies nationales

Un autre ministre adjoint du Pétrole, M. Roknoddin Javadi, a précisé que les filiales de la National Iranian Oil Company (NIOC) – dont il est le directeur général – disposeraient de plus d'autorité en termes de prise de décision et de gestion financière. Une orientation à concrétiser mais qui ouvre des perspectives intéressantes.

Une position plus souple sur les prix du pétrole

M. Zanganeh a ouvert ce que certains pourraient considérer comme une boîte de Pandore en expliquant que les prix du pétrole seraient un instrument pour l'Iran afin que celui-ci retrouve son ancien statut sur les marchés internationaux, une obsession des dirigeants de la République islamique. Cette déclaration a été interprétée comme signifiant que l'Iran pourrait déclencher une guerre des prix pour gagner en part de marché, ce qui est sans doute excessif car le ministre n'a pas manqué de rappeler que la rentabilité était plus importante que la part de marché et l'Iran a réaffirmé qu'il n'offrirait pas de rabais par rapport à ses prix officiels [on peut cependant être plus souple en fixant des prix officiels – NDLR].

Cependant, le directeur de la NIOC pour les affaires internationales, M. Mohsen Qamsari, a expliqué très calmement qu'une augmentation de l'offre iranienne entraînerait "naturellement" une baisse des prix. Allant un peu plus loin sur ce chemin délicat, il a exprimé son opinion personnelle en évoquant une baisse des prix souhaitable. Tous les vendeurs de brut veulent des prix élevés mais, si nous avons une vision réaliste et à long terme, on s'aperçoit que des prix élevés ne sont pas nécessairement dans l'intérêt des producteurs, a-t-il expliqué. On doit bien sûr tenir compte d'un paramètre de dissuasion dans ces propos – vis-à-vis d'autres producteurs qui ont pris à l'Iran une partie de ses parts de marché – mais le discours est tout à fait nouveau pour l'Iran, souvent considéré, de façon parfois un peu simpliste, comme l'un des principaux "faucons" au sein de l'OPEP.

Une volonté de reprise de contacts avec les compagnies pétrolières étrangères et avec les Etats-Unis

Dans une dépêche récente, l'agence officielle Shana indiquait qu'une amélioration des relations avec les Etats-Unis pourrait déboucher sur une augmentation de l'offre pétrolière iranienne sur les marchés mondiaux de l'ordre de 800 000 barils par jour [l'agence ne cite pas de sources précises à l'appui de cette estimation – NDLR].

Sans citer de noms, le ministère du Pétrole a fait état de discussions avec des compagnies pétrolières étrangères et a exprimé l'espoir que ces "négociations" pourraient déboucher sur des accords.

La question clé des contrats pétroliers et gaziers

Pour que les discussions évoquées ci-dessus puissent se concrétiser en futurs contrats, il faut que les sanctions soient levées ou, à tout le moins, assouplies et que le cadre contractuel – les contrats de service de type "buyback" – soit rendu plus incitatif. Sur ce second point, M. Zanganeh a créé un groupe de travail pour la révision de ces contrats et les résultats de ses travaux sont attendus d'ici six mois au plus, semble-t-il. Les informations données par un membre de ce comité, M. Gholam-Reza Manouchehri, permettent cependant de se faire une bonne idée des grandes pistes qui sont et seront examinées et celles-ci sont fort intéressantes. D'abord, la reconnaissance de la faiblesse des contrats existants, qui n'ont pas répondu aux attentes des investisseurs domestiques et étrangers. Ensuite, des objectifs clairs, à savoir attirer les investisseurs et faire que les contractants futurs soient plus engagés dans leurs projets. Dans la méthode, un pragmatisme de bon aloi avec l'étude d'expériences étrangères aussi diverses que celles de l'Irak, du Koweït, de l'Arabie Saoudite, du Venezuela et de la mer du Nord. Le comité se dit prêt à tirer profit de ces expériences tant qu'elles ne sont pas contraires à l'intérêt national de l'Iran, ce qui laisse une bonne marge de manœuvre. Il est à noter que M. Manouchehri a relevé que les contrats proposés en Irak [hors région du Kurdistan irakien – NDLR] étaient une forme améliorée de ceux que l'Iran offre à présent.

Les orientations de réforme portent sur plus de flexibilité en fonction de coûts imprévus et plus de diversité au regard des différents types de champs concernés. Les critères pourraient être l'ancienneté, les coûts plus ou moins élevés, les difficultés techniques (offshore profond, récupération assistée) et des aspects stratégiques tels que des gisements en mer Caspienne et, bien sûr, les champs partagés avec d'autres pays qui pompent involontairement une partie des réserves iraniennes. On peut aussi citer comme autre critère les transferts de technologie. Un autre point significatif est l'indication selon laquelle l'évolution des champs au cours de leur vie productive pourrait être prise en compte. La possibilité de donner une part de production à l'investisseur pour l'inciter à rester plus longtemps et le responsabiliser davantage est aussi discutée.

De façon générale, la volonté est d' "adoucir" les contrats et de garantir un retour sur investissement "acceptable". Les compagnies étrangères accueilleront "chaleureusement" le futur cadre contractuel si les sanctions sont levées, est-il indiqué à Téhéran. Un peu optimiste sans doute mais un vent nouveau souffle sur l'Iran. Jusqu'où et jusqu'à quand ?